

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS
N°20103 - 77EME ANNÉE

**JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FEMMES :
un moment de lutte,
pas de célébration**



Sommaire

FEMMES EN LUTTE

06

Que sommes-nous
devenues ?

10

L'égalité aujourd'hui pour
un avenir durable

13

Que sommes-nous
devenues ?

15

Gisèle Rabesahala, une
femme de lutte

18

Le défis de demain

21

Des femmes en première
ligne de l'action climatique



LE DROIT D'AVOIR DES DROITS

Le 8 mars, nous célébrons la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, trop souvent considérée à tort comme la *“journée de la femme”*.

Pourtant cette journée trouve son origine dans les luttes féministes du début du XXe siècle, portée notamment par les femmes socialistes, avec en tête de proue Clara Zetkin (militante communiste allemande), pour la conquête de nouveaux droits pour les femmes. Cette journée visait la conquête du droit de vote et de l'indépendance sociale des femmes. Aujourd'hui elle se fait toujours forte de revendications indispensables pour engager une réelle révolution féministe et pour mettre fin à notre modèle de société patriarcale.

Les Nations Unies ont officialisé la journée du 8 mars en 1977. Toutefois, **cette journée puise ses origines dans l'histoire des luttes ouvrières et des manifestations de femmes au tournant du XXe siècle en Amérique du Nord et en Europe.** À partir de 1909, les États-Unis, sous l'impulsion de femmes socialistes américaines, décident d'organiser chaque année, le dernier dimanche de février, une *«Journée nationale des femmes»* (National Woman's Day) pour célébrer l'égalité des droits civiques. C'est lors de la deuxième conférence internationale des femmes socialistes, en 1910 à Copenhague, que **Clara Zetkin, journaliste et militante allemande, appelle les «femmes socialistes de tous les pays» à organiser chaque année une Journée internationale des femmes.** Elle est célébrée dès le 19 mars 1911 en Autriche, Allemagne, Danemark et en Suisse. En Russie, une *«Journée internationale des ouvrières»* est célébrée le 3 mars 1913 puis le 8 mars 1914. Lors du 8 mars 1917 (23 février 1917 selon le calendrier julien en vigueur dans le pays à ce moment-là), **des femmes manifestent dans les rues de Petrograd (Saint-Petersbourg) pour exiger «le pain et la paix».** Cette manifestation marque le début de la révolution russe et la date du 8 mars sera officiellement célébrée en Union soviétique à partir de 1921. Après la Seconde Guerre Mondiale, le 8 mars

est célébré dans de nombreux pays. C'est en 1977 que les Nations Unies officialisent la Journée internationale des femmes, incitant ainsi tous les pays du monde à fêter les droits des femmes.

LES DROITS À CONQUÉRIR SONT NOMBREUX

Le **droit au travail des femmes** comprend l'accès non discriminatoire des femmes aux emplois et l'égalité de rémunération avec les hommes. Au Moyen Âge, les femmes peuvent exercer divers métiers (médecins, meunières...) mais elles sont progressivement exclues des activités les plus rémunératrices. À la Renaissance, les hommes prennent la direction des corporations féminines et les suppriment jusqu'à ce qu'il n'en reste plus que trois en 1675 : lingères, bouquetières et limières-chanvrières. Pendant longtemps en Europe, les femmes mariées ne peuvent pas travailler sans le consentement de leur mari : en France jusqu'en 1965, en Espagne jusqu'en 1975 et en Grande-Bretagne jusqu'en 1919 et certaines professions leur sont simplement interdites. En 2019, selon une étude de la Banque mondiale, **les femmes ne bénéficient que des trois-quarts des droits accordés aux hommes.**

Dans toutes les zones géographiques, ces restrictions à l'emploi se concrétisent par leur surreprésentation dans le secteur informel. **L'écart salarial moyen entre les femmes et les hommes dans les pays de l'OCDE se resserre mais à un rythme très lent.** Il passe de 14,5 % en 2010 à 13,5 % en 2019. À l'inverse, dans le reste du monde, l'égalité se dégrade en moyenne. Cela signifie que les progrès mondiaux vers la réduction de l'écart salarial sont au point mort.

La liberté de mouvement est un droit essentiel. Néanmoins, dans de nombreuses régions du monde, il est strictement limité pour les femmes, dans la loi ou en pratique.

Les femmes ne peuvent pas quitter leur foyer sans un tuteur masculin ou sans le consentement du mari, comme au Yémen par exemple. Même dans les pays qui n'ont pas de restrictions légales, **les mouvements des femmes peuvent être empêchés dans la pratique par des normes sociales et religieuses telles que le purdah.**

Plusieurs pays du Moyen-Orient suivent également le système de tutelle masculine, où les femmes sont tenues de demander l'autorisation du membre masculin de la famille dans de nombreux cas, notamment pour se rendre dans d'autres pays.

En août 2019, l'Arabie saoudite a mis fin à ses lois sur la tutelle masculine, permettant aux femmes de voyager seules. Cependant, les femmes saoudiennes ont toujours besoin de l'autorisation d'un parent de sexe masculin pour se marier ou pour quitter la prison ou les foyers pour femmes. **Diverses pratiques ont été utilisées historiquement pour restreindre la liberté de mouvement des femmes,** comme celle des pieds bandés, entre le Xe et le XXe siècle en Chine.

La Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes déclare que « *la violence à l'égard des femmes est une manifestation de relations de pouvoir historiquement inégales entre les hommes et les femmes* » et « *la violence à l'égard des femmes est l'un des mécanismes sociaux cruciaux par lesquels les femmes sont contraintes à une position subalterne par rapport aux hommes.* » **La Convention d'Istanbul considère la violence à l'égard des femmes comme une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination.**

Elle désigne tous les actes de violence sexiste qui entraînent ou sont susceptibles d'entraîner des préjudices ou souffrances physiques, sexuels, psychologiques ou économiques pour les femmes, y compris les menaces de tels actes, la coercition ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée.

« Certaines formes de violence à l'égard des femmes résultent de longues traditions culturelles : crimes d'honneur, violence liée à la dot, mutilations génitales féminines. La violence à l'égard des femmes est considérée par l'Organisation mondiale de la santé comme



un problème majeur de santé publique et une violation des droits humains des femmes ».

La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement interdit « *toute distinction, exclusion, limitation ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la condition économique ou la naissance, ayant pour but ou pour effet d'annuler ou de compromettre l'égalité de traitement dans l'éducation* ».

Si le droit des femmes d'accéder à l'enseignement universitaire est reconnu comme très important, il doit être complété par une formation aux droits de l'homme, à la non-discrimination, à l'éthique et à l'égalité des sexes, pour que le progrès social soit possible. **L'accès à l'éducation est un enjeu essentiel de l'égalité filles-garçons dans le monde.**

Alors de grâce, gardez les journées de la femme avec des ateliers bien être, d'esthétique ou de sport pour tous les autres jours de l'année et gardez le 8 mars comme l'affirmation de l'égalité des droits par la lutte et la prise de conscience.

Des générations entières de Femmes communistes réunionnaises ont lutté pour le respect des droits des femmes à la Réunion. D'Isnel Amelin à Laurence Vergés en passant par Aliette GAUVIN, ces femmes se sont battus pour une société réunionnaise égalitaire expurgée du patriarcat.

Ce combat n'est malheureusement pas fini, il faut continuer à porter le flambeau de la lutte dans le contexte de la Réunion de 2022 qui n'est plus celui de 1959. **Mais adapter les moyens ne signifie pas changer le fond. L'objectif est l'atteinte de la société du bonheur.**

« Femmes, c'est vous qui tenez entre vos mains le salut du monde. »

Léon Tolstoï

Nou artrouv'

David Gauvin



Journal français de défense des Droits de la Femme



Minna Canth (1844–1897), une écrivaine et militante sociale finlandaise, était l'une des féministes et défenseuses les plus importantes des droits des femmes.

D'ailleurs, elle a publié des récits, des articles et des pièces de théâtre où elle scrute les oppressions et interdictions que subissent les femmes, et notamment les finlandaise de la classe ouvrière.

QUE SOMMES-NOUS DEVENUES?

Mars, mois des droits de la femme, non ! Pour la plupart d'entre nous, c'est la fête de la féminité, alors on s'offre des fleurs, on se précipite sur les ateliers d'onglerie et autres ... Et pendant ce temps les droits durement acquis par nos aînées reculent, ou en tous les cas stagnent.

Au travail, combien de femmes encore sont vouées aux petits boulots, si le terme nénènes ou bonnes a été supplanté par des termes pseudo- techniques, le travail reste le même et s'accompagne encore trop souvent de la précarité dans ce monde où l'argent devenu roi nous oblige à passer sous ses fourches caudines pour joindre les deux bouts et apporter un plus au foyer et aux enfants.

Ce monde de l'argent et de la consommation qui nous soumet à ses lois mais surtout annihile ou paralyse notre volonté de lutter.

Saurons-nous nous réveiller et mener ce combat contre la précarité, l'égalité des postes et salaires dans le monde du travail ? Un espoir s'est ravivé avec ces jeunes femmes qui se sont fait entendre ce 8 mars sur la place Paul Vergès à Saint Denis. **Un combat à gagner!**

Saurons-nous également et c'est le combat sûrement le plus urgent, permettre à nos enfants d'affronter avec de vraies valeurs cette société. Celles pour lesquelles nos aînées se sont battues.

Ces combats menés pour l'égalité des prestations sociales aboutis 40 ans après la départementalisation pour elles, devaient permettre à leurs enfants une meilleure éducation et une élévation sociale.

Avons-nous réussi à concrétiser cet objectif ou avons-nous favorisé la naissance d'une génération d'enfants gâtés, accros aux gadgets de la société de consommation. Une génération à qui on a voulu donner ce que nous n'avions pas eu.

Notre absence de la maison, notre course à l'argent nous a éloignés trop souvent de nos enfants abandonnés aux sirènes de la consommation et à ses modèles de vie.

Consommer pour être, telle est la devise de notre actuelle société et il est évident que lorsqu'on ne peut pas consommer à son envi, la violence prend le pas.

Saurons-nous retrouver un autre lien avec nos enfants pour qu'ils deviennent des adultes raisonnables et non de simples tubes digestifs consuméristes ? Le combat sera long et difficile mais les femmes ont toujours su faire face. Un autre combat à gagner !

Quand la mère reviendra-t-elle le pilier de la famille selon le vieil adage « *in momon...* » ; Nous n'écartons pas le rôle du père dans la famille et souhaitons que la nouvelle paternité fasse encore des progrès.

Mais sans être cynique, qu'elle ne soit pas encore un moyen pour les hommes de « *marginaliser la femme, voire s'en servir en cas de difficulté dans le couple* ». L'actualité nous donne malheureusement d'horribles exemples.

Les violences faites aux femmes ont toujours été un combat majeur dans le couple mais aussi dans le quotidien. Des femmes ont lutté, des associations se sont même portées partie civile dans des procès contre la violence et il faut se rappeler à ce propos, du combat de l'UFR.

Aujourd'hui, que faisons-nous ? Des marches blanches se suivent après chaque féminicide et ça continue.

Pire et plus machiavélique, on tue les enfants pour faire souffrir la mère. **Pourrons-nous nous unir et exiger de nos élues notamment qu'elles usent de leur pouvoir pour une réelle avancée?** Un combat de plus à gagner !

Nous avons fait des progrès sur l'appropriation de notre corps et sur l'acquisition de certains

droits mais pourquoi ces problèmes perdurent-ils ?

Ce serait un axe de la lutte à prendre en compte : **quelle société nous permettrait d'apporter une réponse à ces problèmes ?**

Réfléchissons toutes ensemble !



Quelle société pour nous mais aussi pour le monde. Il faut un monde de paix et de justice.

Les femmes réunionnaises se sont battues sur ce front là aussi : contre l'apartheid , contre les armes . D'autres femmes ont pris le relais mais hélas elles sont encore bien seules !

Nous devons prendre conscience que l'émotion devant telle ou telle injustice , infamie ou agression ne fait qu'atténuer la souffrance et l'injustice du moment mais n'apporte de solution pour leur éradication.

Nous avons une tâche immense devant nous, continuons le combat de nos aînées ?

Ti pa tipa narivé !
Camille Dieudonné

FOCUS

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) est le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies créée par la résolution 11(II) du Conseil du 21 juin 1946

Elle reflète la réalité vécue par les femmes dans le monde entier et contribue à l'établissement des normes mondiales relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Au cours de la session annuelle de la Commission, d'une durée de deux semaines, des représentants des États membres des Nations Unies, d'organisations de la société civile et d'entités des Nations Unies se réunissent au siège de l'ONU à New York.

Ils évaluent les progrès réalisés et les écarts à combler dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995 et la 23e session extraordinaire de l'Assemblée générale qui s'est tenue en 2000 (Beijing +5), ainsi que les nouveaux enjeux qui touchent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Les États membres conviennent des mesures à adopter pour accélérer les progrès et promouvoir la pleine jouissance par les femmes de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Les conclusions et les recommandations de chaque session sont transmises à l'ECOSOC afin qu'il en assure le suivi.

AU IVÈME CONGRES DES FEMMES DE LA REUNION

PAUL VERGÈS DÉCLARE : « La libération des femmes, dans le cadre de la libération de tout le peuple, doit être avant tout l'œuvre des femmes elles-mêmes »

« Chers amis, chers camarades,

« Le Comité Central du Parti Communiste Réunionnais est heureux et honoré d'apporter son salut chaleureux au 4^e Congrès des Femmes de la Réunion, organisé par l'UFR.

« La délégation du Parti veut vous dire sincèrement qu'elle est impressionnée par l'organisation de ce Congrès, par la richesse des rapports et des débats, par la clarté de l'analyse et des perspectives de lutte, comme par le caractère souvent poignant des témoignages apportés à cette tribune, sur la situation des femmes et des familles de notre pays.

« Chers amis, chers camarades,

« Votre Congrès est, à nos yeux, très important pour des raisons évidentes :
« 1) UNE VISION CLAI-
RE DE CE QUI EST FON-
DAMENTAL.

« D'abord lorsque les femmes de chômeurs ou les femmes au chômage, les femmes de planteurs, de colons ou de journaliers agricoles, lorsque les femmes au travail : journalières agricoles, gens de maison, ouvrières ou employées de commerce parlent de leur vie, lorsque toutes dénoncent l'augmentation des prix, le manque de crèches, de garderies, d'écoles, d'un centre de formation etc..., lorsque les oratrices traitent aussi bien de la situation sanitaire déplorable, de la protection insuffisante de la mère, de la dégradation de la famille avec l'absence prolongée du père au travail, et le départ des enfants en émigration, que des loyers des bidonvilles ou de la SDR, de la promiscuité dans les taudis, de l'alcoolisme, etc... lorsqu'elles protestent contre le racisme ou les bases militaires dans l'océan Indien, toutes sans exception mettent le doigt sur l'essentiel : le système capitaliste, le régime colonial.

« Ce sont eux la cause fondamentale de tout.

« Vous l'avez dit, vous l'avez démontré.

« Vous avez, dans le Charte de la Femme votée au Congrès, exposé l'ensemble cohérent de vos revendications immédiates comme à plus long terme, et montré que la solution, c'est la fin du régime colonial, c'est l'Autonomie démocratique et populaire.

« Le mouvement des femmes prend ainsi sa place, avec son action propre et convergente, dans le front de lutte anticolonialiste pour l'Autonomie.

« Tous les autres partisans de ce front appuient la portée de ce renforcement considérable dans notre lutte commune contre le colonialisme.

« 2) LE CARACTÈRE DE MASSE DU MOUVEMENT DES FEMMES :

« Tout dans ce pays a pour but de prêter la répression aux femmes, de faire la diversion pour empêcher toute prise de conscience chez les femmes, toute expression de leurs revendications.

« La radio et la télévision, des associations comme l'AREP, l'enseignement, la politique de l'administration et des fraudeurs : Assistance, paternalisme, pression et représailles et tendent au même but : inciter aux femmes l'acceptation de leur sort comme une fatalité.

« Il est difficile, dans de telles conditions, pour une jeune fille ou une femme alon de prendre conscience de l'injustice de sa situation du moins d'en saisir clairement les causes, et de s'exprimer.

« C'est pourquoi toute prise de conscience individuelle est si importante. Elle est le premier pas vers l'engagement.

« Or votre Congrès a montré aujourd'hui, que cette prise de conscience à la Réunion est passée à un niveau supérieur : elle a pris un caractère de masse.

« Le millier de déléguées dans cette salle, c'est la preuve concrète que l'UFR est la grande organisation d'union des femmes communistes, socialistes, démocrates ou chrétiennes, travailleuses de la ville et de la campagne, manuelles et intellectuelles.

« Tout le monde sait qu'aucune libération du régime colonial, aucune révolution politique n'est possible sans la participation massive des femmes.

« Votre Congrès, sur ce plan, donne à tout le mouvement anticolonialiste, une nouvelle dimension.

« 3) LE CARACTÈRE ORGANISÉ DU MOUVEMENT FÉMININ.

« Il existe déjà des partis politiques et des organisations démocratiques luttant pour la défense des revendications immédiates des masses populaires et pour l'Autonomie de la Réunion. Des femmes militent dans ces partis, syndicats et organisations.

« Mais en plus, les femmes ont créé une organisation spéciale, ayant aujourd'hui un caractère de masse, pour les femmes ; parce que les femmes ont des problèmes propres.

« Elles sont doublement exploitées.

« Par le régime capitaliste et colonialiste ; directement en tant que femme au travail ou indirectement en tant que femme de chômeur, de travailleur, de planteur, etc... La règle c'est de la sous-emploi féminin dans

C'est une intervention dont la portée n'aura échappé à personne que Paul Vergès, secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais, a prononcé, le 12 octobre dernier, devant le IV^e Congrès des Femmes réunionnaises.

Au moment où il est monté à la tribune, Paul Vergès a été longuement ovationné. Tous les participants au Congrès ont reconnu, en lui, le principal dirigeant du parti qui entraîne dans la lutte les masses de notre peuple pour des changements fondamentaux, par la voie de l'autodétermination, vers l'autonomie démocratique et populaire.

Avec une grande clarté de vues, Paul Vergès a décrit, dans son intervention, la condition de la femme réunionnaise, son rôle dans la lutte, l'objectif de son émancipation. Ce texte est un document, une arme pour la lutte, un élément d'approfondissement de l'étude théorique de la lutte des classes dans notre pays.

ce pays. Le manque de travail est la première cause de la situation de dépendance de la personne.

« Par la responsabilité des tâches du ménage, de l'éducation des enfants ; etc..., qui la tiennent isolée, en dehors de la vie sociale, confinée à la cuisine, à la cour et à la maison.

« Le lot des femmes de notre pays, c'est la dépendance totale par le manque de travail, l'analphabétisme ou l'instruction in-

dans le domaine le plus personnel — celui du contrôle des naissances — l'exemple de l'agression, de la grossièreté et du mépris de la propagande et des méthodes officielles.

« Chers amis, chers camarades,

« La personnalité de la femme réunionnaise est une personnalité mutilée, à qui est refusée tout épanouissement réel, qu'il soit professionnel, culturel, affectif ou physique. Dans

d'un bidonville de Saint-Denis, du Port ou de Saint-Pierre, il y a toujours quelqu'un de plus malheureux que lui : c'est sa femme !

« Et cela, chers camarades, nous le disons sans démagogie ni provocation, les hommes — communistes en premier lieu — ne doivent jamais l'oublier.

« Comment ne pas saisir la portée de cette revendication permanente — jusqu'à devenir lancinante — à cette tribune, du respect et de la dignité ?

« Car, chers amis et camarades, dans notre société qui a connu plus d'un siècle d'esclavage, et deux siècles de régime colonial, il existe des formes de pensée, des traditions qui concourent à faire croire à la femme qu'elle est inférieure, et à lui faire accepter l'injustice de sa situation ; comme à faire croire à l'homme — même le plus exploité — que c'est là une chose naturelle.

« 4) UNE TRADITION DU MOUVEMENT ÉMAN-

tion du sort personnel à la nécessité de la lutte collective pour transformer la condition de toutes.

« Si l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, la libération des femmes, dans le cadre de la libération de tout le peuple, doit être avant tout l'œuvre des femmes elles-mêmes.

« Il existe une tradition de lutte des femmes à la Réunion : des femmes de cheminots et de dockers en grève au Port en 1936 aux ouvrières de Manuco et aux employées des Nouvelles Galeries.

« Dès le début des luttes en 1944 et 1945, nous avons pu voir créer l'Union des Femmes avec Mmes Barret, Marie Gamet, Ismelle Amelin, Jeanne Hoarau, Augusta Le Toulliec etc...

« Notre Parti a porté aux plus hautes responsabilités des camarades femmes, comme Mme Claudine Sammito ou Alice Pévérelly.

« Actuellement les femmes accèdent aux responsabilités dans les cellules, sections et régions du Par-



Nous allons marcher nous aussi, ensemble, vers notre libération.

suffisante, le travail subalterne et mal payé des gens de maison — ici ou en France — des ouvrières agricoles ou des employées de commerce ; leur lot, c'est de porter le poids le plus lourd de la misère populaire.

« Le lot des femmes de notre pays, c'est l'humiliation subie dès l'enfance du fait de la pauvreté ou du racisme, c'est l'humiliation subie parce que jeune fille, ou jeune femme, c'est dans ce Port où siège le Congrès, la prostitution des femmes pauvres et des mineures, c'est dans notre pays, et

ce régime capitaliste colonial, la femme est réduite au rôle d'une marchandise évaluable au prix le plus bas. « Qui pourra dire — quel homme peut imaginer — tout le poids des humiliations, de l'amertume et du vent du désespoir des jeunes filles et des femmes de notre pays ?

« Chers camarades, « Avec la misère actuelle, son cortège de maladies et d'avilissement,

« Dans le cas du journalier, du colon, du planteur le plus malheureux, « Dans le taudis du chômeur le plus malheureux

CIPATEUR A LA RÉUNION.

« Chers camarades, « Il est vrai, pour comprendre cela, qu'il existe un facteur important dans la situation réunionnaise, c'est l'engagement politique des femmes.

« Malgré, en effet, des conditions objectives négatives, nous savons que l'engagement est le moyen pour l'insertion dans la vie sociale et politique.

« Cet engagement exprime ce besoin de communication, de prendre la parole et de passer ainsi de la prise de conscience de l'injus-

ti ainsi qu'au Comité Central. Nous comptons de nombreuses femmes dans nos municipalités.

« Mais ceci dit, il faut faire plus, beaucoup plus.

« Les femmes jouent un rôle de plus en plus grand, dans les luttes actuelles : manifestations, marches de chômeurs et de planteurs, élections etc... ; ce sont elles qui ont permis la victoire électorale des élections présidentielles de mai 1974 à la Réunion.

« L'Union des Femmes recrutait massivement par

(suite en page 4)

AU IVÈME CONGRES DES FEMMES DE LA REUNION

(suite de la page 1)

mi les femmes des masses populaires et ralliant les intellectuelles progressistes, amalgamant les responsabilités des générations précédentes aux militantes des nouvelles générations, réalisent la fusion de l'expérience des vus à la sensibilité des autres aux besoins d'une population qui compte plus de 56% de moins de 20 ans.

«Chers camarades

«Nous adressant plus particulièrement aux femmes communistes nous leur demandons d'être les meilleurs — être effectivement et ne pas se proclamer. Ce qui veut dire être les meilleurs dans le rassemblement

ment de toutes les femmes. D'elles, en effet, dépend pour beaucoup que l'union soit plus large encore pour le plus grand bien de notre lutte commune.

«Chers amis, chers camarades,

«Votre participation aujourd'hui à cette lutte, vous porte déjà au premier rang. Mais elle prépare aussi votre responsabilité dans la direction de notre pays demain.

«La situation de notre pays est grave, sur le plan économique et social; des générations entières sont sacrifiées. C'est pourquoi, sur le plan politique vous voyez se développer l'agitation de groupuscules appelant à la provocation et au

mourtre pour tenter désespérément de renverser le cours historique.

«Vous avez proclamé face à cela la nécessité de la solidarité. Avec les femmes des emprisonnés du Sud, avec les femmes des îles de l'océan Indien dont nous saluons les représentants de Madagascar, de Maurice et des Seychelles, à cette tribune, avec les femmes du Vietnam, du Laos et du Cambodge, les femmes du

Chili, de l'Espagne et de Palestine, avec les femmes du monde entier, des pays socialistes comme de celles luttant dans les pays capitalistes développés, ou au sein des mouvements de libération nationale.

«Chers amis et camarades

«Nous allons marcher, nous aussi ensemble, vers notre libération, vers l'Autonomie Démocratique et Populaire».

Journal Témoignages
18 et 19 Octobre 1975

"En France, l'État veut que les femmes fassent des enfants; dans les DOM, il lance des campagnes antinatalistes agressives et retarde systématiquement la mise en oeuvre des lois sociales de protection des femmes enceintes. Sans doute peut-on dire que, dans les deux cas, le corps des femmes est instrumentalisé pour les intérêts de l'État, mais il n'en demeure pas moins que la différence est cruciale de l'un à l'autre. Dans les colonies devenues départements d'outre-mer, la reproduction a été intégrée dans la logique du capitalisme racial. Autrement dit, les politiques de reproduction sont adaptées aux besoins de la ligne de couleur dans l'organisation de la main-d'œuvre : le ventre des femmes a été racialisé".

Extrait du livre de Françoise Vergès



Journée internationale des droits des femmes,
une année 2022 placée sous le thème:

L'ÉGALITÉ AUJOURD'HUI POUR UN AVENIR DURABLE

Nous sommes face à l'un des plus grands défis de notre époque. Sans égalité de genre, un avenir durable reste hors de portée. Les femmes sont les premières victimes, mais aussi les premières actrices pour lutter contre le dérèglement climatique. Portons leurs voix au sein des instances de gouvernance.

« Dans tous les secteurs et régions, les personnes et les systèmes les plus vulnérables sont touchés de manière disproportionnée ». C'est la première observation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son dernier rapport publié le 28 février 2022.

En raison des inégalités de genre, les femmes et les filles disposent de moins de moyens, tant pour se prémunir que pour se rétablir des effets du



diminution de l'accès aux secours, à la protection sociale et aux infrastructures. La santé, notamment sexuelle et reproductive, des femmes et des filles est particulièrement menacée car elles ont des besoins spécifiques, notamment liés à la maternité ou à l'hygiène menstruelle.

Pour preuve, chaque jour, 507 femmes et adolescentes meurent de complications de grossesse et d'accouchement dans des situations d'urgence.

dérèglement climatique. Spécialement en temps de pandémie mondiale et de conflits, les normes sociales inégalitaires limitent leurs ressources et entravent ainsi leurs capacités d'adaptation et de résilience face aux risques climatiques, environnementaux et aux catastrophes.

Typhons, ouragans, cyclones... Les manifestations les plus sévères du dérèglement climatique engendrent des situations de crise exposant les femmes et les filles à de nombreux risques.

Lorsque survient une catastrophe, la saturation des services d'urgence entraîne une

L'éducation des filles est aussi mise en danger dans ce contexte, en particulier en cas de migration : 20 millions de personnes chaque année quittent leur foyer à la suite de catastrophes naturelles.

Ainsi, les sinistres suspendent souvent la fréquentation scolaire et la déscolarisation des filles compromet, voire annihile, leurs chances d'autonomisation. Quant aux emplois des femmes, tandis qu'elles sont souvent reléguées aux secteurs économiques marginaux, précaires et informels, les dommages matériels causés par les catastrophes représentent de dramatiques pertes de revenus.

Cette situation peut contraindre à des stratégies de survie aux conséquences désastreuses qui mènent, par exemple, à l'exploitation sexuelle.

D'autant plus que les situations de crise intensifient les facteurs de risque préexistants de violences faites aux femmes : viols, maladies infectieuses, grossesses précoces et non désirées, ainsi que mariages précoces et forcés. Les raisons portent notamment sur l'effondrement des espaces de sécurité communautaires, l'absence de mécanismes de signalement et les facteurs culturels qui découragent l'alerte tels que la stigmatisation et la culture du silence.

Canicules, vagues de froid, sécheresses, inondations... Au-devant des événements météorologiques extrêmes, les aléas climatiques suffisent à altérer profondément la vie des femmes et des filles.

Les variations climatiques troublent les rendements agricoles et impactent par la même occasion les prix des denrées, la sécurité des approvisionnements et la rentabilité des exploitations. Alors que les femmes assurent entre 60 à 80% de la production agricole dans les pays à faible revenu, c'est la la sécurité alimentaire et la nutrition de l'ensemble de la population qui sont mises en péril. De plus, les femmes possèdent souvent des terres dans les zones agricoles les moins favorables, n'ont pas accès aux outils de prêts, aux assurances ou à des formations aux nouvelles technologies agricoles. Elles sont généralement privées de titre de propriété sur les sols qu'elles exploitent puisqu'elles représentent 14% des propriétaires de terres dans le monde.

Ce constat est vrai dans le monde, comme en France, où il pèse aussi sur les femmes le poids écologique d'inclure le respect de l'environnement dans le foyer, ce qui augmente leurs tâches ménagères et leur charge mentale : sélection de produits biologiques, tri des déchets, économies d'énergie. Elles sont également vulnérables face à la précarité énergétique, à la pollution de l'air et aux sévères changements de température qui engendrent des conséquences d'une extrême gravité en termes de santé publique. Lors de la canicule de 2003, la surmortalité était de plus de 85%

chez les femmes de 75 ans et plus, et de 51% chez les hommes de la même tranche d'âge en Europe.

Malgré leur vulnérabilité, les femmes sont en première ligne pour répondre aux crises dans toutes les régions du monde.

En raison des rôles assignés par la société, elles ont la responsabilité des personnes vulnérables (enfants, personnes âgées, en situation de handicap) et sont surreprésentées dans les métiers du « *care* » (santé, services à la personne). Elles s'attachent davantage à améliorer les conditions de vie de leurs familles et communautés, et donc à utiliser leurs connaissances et développer leurs compétences afin de s'adapter aux risques climatiques. Les femmes font ainsi preuve d'innovations dans de multiples domaines : gestion des ressources naturelles, agriculture, conservation énergétique et alimentaire. Leurs rôles clés, expertises et perspectives des besoins du terrain font d'elles des actrices au cœur de la prévention, de l'adaptation et de la mise en place de solutions face au dérèglement climatique.

Par exemple, Petra, 26 ans, est une activiste autochtone de Finlande qui s'efforce de sensibiliser le public au vécu de sa communauté, et le rôle que les peuples autochtones doivent jouer dans l'action climatique : *« Il faut savoir que les peuples autochtones sont les protecteurs actuels de 80 % de la biodiversité restante sur terre. Les droits des peuples autochtones relèvent des droits humains. »*

Pourtant, le rôle des femmes est moins reconnu, et elles sont sous-représentées dans la gouvernance sur les questions climatiques.

La prise en compte du genre lors des négociations climatiques a été graduelle et récente. Mais cette intégration n'est pas encore systématique et se limite fréquemment à considérer les femmes comme des groupes vulnérables, et non comme des actrices indispensables. Pour preuve, 67% des rôles décisionnaires sont dévolus aux hommes à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris (8). Cette sous-représentation n'est pas sans conséquences pour les femmes et les filles. Leurs besoins



« NOUS NE DEVONS PAS REBÂTIR L'ANCIEN MONDE, MAIS PLACER LES FEMMES ET LES FILLES AU COEUR DE LA CONSTRUCTION D'UN AVENIR MEILLEUR. »

spécifiques et différenciés sont souvent ignorés par les politiques et les programmes relatifs au climat, à l'environnement et aux risques de catastrophe.

Sans participation et leadership des femmes, la réponse à l'urgence climatique continuera d'exclure leurs priorités et de compromettre leurs droits. Il est urgent d'agir.

Alors que se tient la 66ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW), il n'est pas trop tard pour rééquilibrer les choses. Les actrices de la transition écologique sont de puissantes leaders et agentes du changement pour aborder de manière efficace, équitable et socialement juste les réponses au dérèglement climatique. Véritables moteurs de progrès, leurs connaissances, leurs compétences et leur leadership doivent être pleinement mis à profit si les sociétés veulent parvenir à l'utilisation durable des ressources limitées de notre planète.

Sans placer l'égalité de genre au cœur des solutions au dérèglement climatique, un monde durable reste impossible. Donnons les moyens aux femmes et aux filles de faire entendre leurs voix et rendons la prise de décision plus égalitaire.

Appel communiqué par ONU Femmes, le 21 mars 2022

À l'occasion de la 66ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW) qui se tient du 14 au 25 mars 2022, dans un contexte international bouleversé, ONU Femmes France et le Women's Forum for the Economy & Society portent un message commun : **revendiquer le rôle majeur des femmes en tant qu'actrices dans la lutte contre le changement climatique et la transition écologique, et faire entendre leur voix.**



“Les femmes comme la nature choisissent de donner naissance au vivant et œuvrent à la préservation des espèces. Aujourd'hui l'une comme l'autre sont en souffrance, victimes d'un écosystème surexploité. Les femmes sont une partie de la solution à l'un des plus grands défis de l'humanité depuis ses origines. Laissons les femmes continuer d'être au monde dans la dignité au sein d'une Nature préservée pour que durabilité rime avec éternité.” - Guila Clara Kessous, 2022



DROITS DES FEMMES

ENTRE STAGNATION ET RECULS, UN LONG CHEMIN SEMÉ D'EMBÛCHES

Chaque année, le Forum économique mondial publie son **Rapport sur les inégalités Femmes-Hommes dans le monde**, donnant l'évolution des écarts entre les sexes dans quatre domaines : participation et opportunités économiques, niveau d'éducation, santé et survie, pouvoir politique.

En 2021, d'après ce rapport, **le temps nécessaire pour combler les inégalités femmes-hommes dans le monde a été estimé à 135 ans**. Il était de 99 ans l'année précédente : la conclusion tirée notamment par les auteurs du rapport est que « *la pandémie de Covid-19 a fait reculer d'une génération supplémentaire l'atteinte de la parité* ». La pandémie ou sa gestion au plan mondial?

En effet, force est de réaliser que **la pandémie n'est pas seule en cause, dans les reculs constatés**, si l'on regarde, ne serait-ce qu'en France, le temps mis à simplement mettre en application des lois votées depuis plusieurs décennies.

En FRANCE

– Près de 50 ans après le vote de la loi n° 72-1143 (22/12/1972) « *relative à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes* », la loi n'est toujours pas pleinement entrée en application.

– Des menaces bien réelles pèsent sur l'accès à l'IVG, 47 ans après le vote de la loi Veil (promulguée le 17 janvier 1975 ; « *consolidée* » le 31 décembre 1979)

– 39 ans après la loi Roudy (13 juillet 1983) établissant « *l'égalité professionnelle* », de fortes résistances voire des reculs sont constatés dans l'égalité salariale ou encore dans l'orientation des filles vers des filières scientifiques, par exemple.

En EUROPE et dans le MONDE

Dans plusieurs pays d'Europe à gouvernement conservateur, l'accès à la contraception et le droit à l'avortement ont été entravés par une

instrumentalisation de la crise sanitaire.

Aux Etats-Unis, dans plusieurs états conservateurs ont été votées des lois très restrictives sur le droit à l'avortement – pourtant reconnu depuis 1973, jusqu'à 24 semaines (12 en France), dans la jurisprudence de la Cour suprême américaine.

En 2019, le Parlement européen a pointé dans de nombreux domaines de la vie sociale « **un recul des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes dans l'Union** », qu'il s'agisse de la protection sociale, l'éducation, la santé, l'égalité salariale, les droits sexuels et reproductifs ou la violence envers les femmes.

Le terme de « féminicide » a fait une entrée aussi récente que brutale, ces dernières années, jusque dans les analyses des sociétés dites développées. Alors qu'il y a encore moins d'une dizaine d'années, nos regards étaient braqués vers les lapidations ou décapitations pratiquées publiquement dans des pays régis par une charia rigoriste.

Il est certaines situations – la pauvreté, le handicap, la ruralité ou la guerre – dans lesquelles les femmes sont toujours les principales victimes.

Dans le monde, 70% des pauvres (et 61% des très pauvres) sont des femmes. 60% des travailleurs pauvres sont des travailleuses, avec comme toujours de grandes différences selon les continents.

Les femmes les plus atteintes par la pauvreté vivent en Afrique subsaharienne, en Asie centrale ou dans le Caucase, à Madagascar et en Amérique latine. Et tous les continents sont concernés, bien qu'avec de grandes disparités entre eux.

En Europe, plus de la moitié des personnes vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes – en particulier celles qui vivent en famille monoparentale, puisqu'elles cumulent

par ailleurs les inégalités professionnelles et salariales.

L'écart salarial entre les hommes et les femmes est encore de 19% dans le monde

Les femmes constituent la moitié de la population mondiale en âge de travailler mais seulement 39% d'entre elles ont accès à un emploi. Peu ou pas scolarisées, mal orientées à l'école, **les femmes occupent très majoritairement des emplois à temps partiel et/ou des emplois précaires** (CDD et intérim), le plus souvent dans les secteurs les moins bien rémunérés. Partout, la pauvreté rend plus difficile, voire impossible, l'accès aux services publics de santé, de transport, de logement décent, d'aides sociales... Dans de trop nombreux pays, ces services n'existent même pas.

Les femmes constituent également plus de la moitié des personnes handicapées dans le monde, avec les mêmes grandes disparités selon les pays et les continents. **Les femmes handicapées souffrent de désavantages multiples**, qui vont dans certains pays jusqu'à l'exclusion au motif de leur sexe et de leur handicap. Elles sont aussi plus exposées aux maltraitements et aux violences.

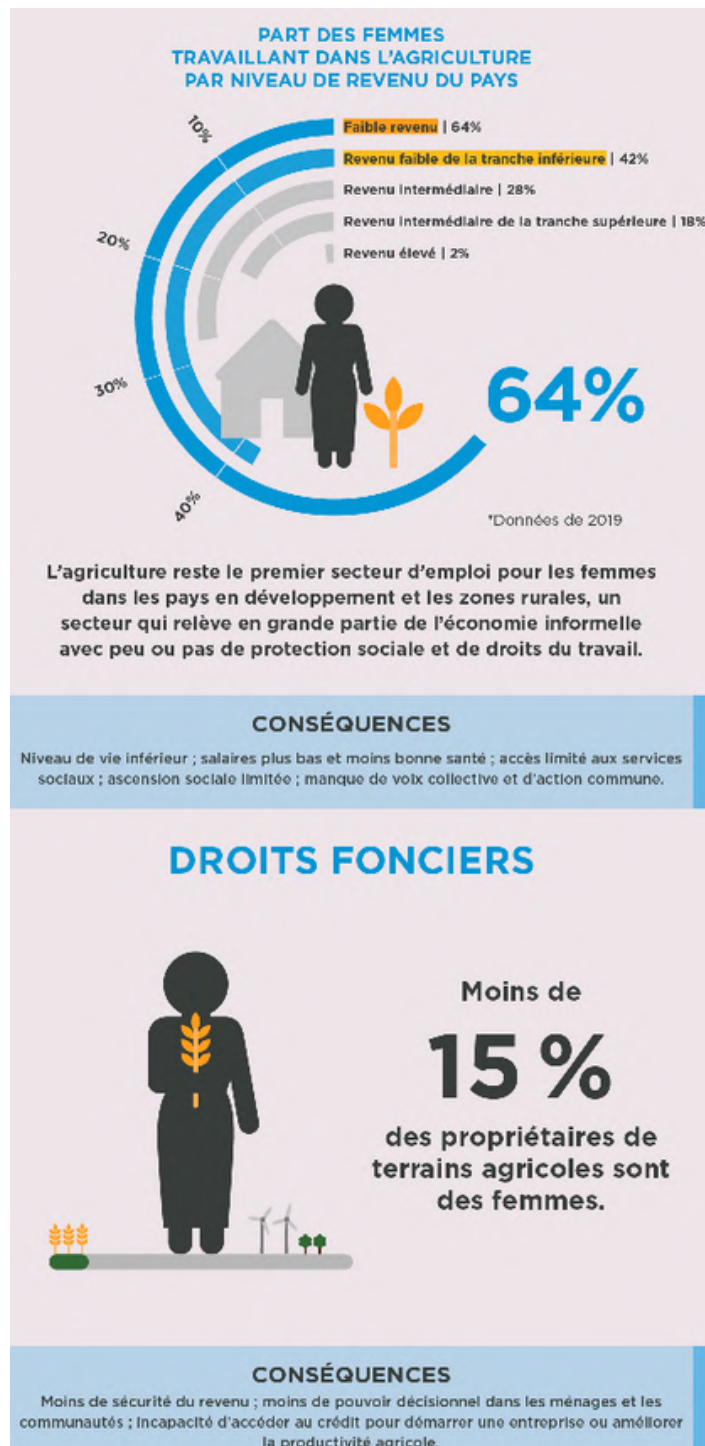
Dans toutes les parties du monde, **les femmes contribuent grandement à l'économie rurale**. Elles représentent 43% de la main-d'œuvre agricole mondiale (50% dans les pays en développement), mais moins de 13% des propriétaires de terres agricoles sont des femmes. Dans des conditions d'une grande diversité, ce travail féminin rural est souvent invisible et même non rémunéré, alors que la charge de travail augmente régulièrement. **L'accès des femmes vivant en zones rurales à l'école, à la formation, à la protection sociale et même aux droits fondamentaux reste très difficile**, voire impossible dans de nombreuses régions du monde.

Le pouvoir décisionnel des femmes dans les ménages et dans les communautés reste faible et elles sont encore trop souvent dans l'incapacité d'accéder au crédit pour démarrer une entreprise ou pour accéder à la propriété de la terre.

L'illettrisme et l'analphabétisme, la dépendance économique constituent encore de sérieux freins à l'émancipation par le

travail, or plus de 129 millions de filles dans le monde ne sont pas scolarisées.

Kalouma



LIVRE

GISÈLE RABESAHALA

HO TONGA ANIE NY FAHAFAHANA ! QUE VIENNE LA LIBERTÉ !



« Chaque 8 mars, l'AKFM n'a pas cessé de rappeler aux militantes de notre parti que nous devons la célébration de cette journée historique aux ouvrières américaines qui s'étaient levées il y a 147 ans pour exiger le respect de leurs droits en tant que femmes travailleuses.

Rosa Luxembourg, elle ne l'avait pas oublié puisqu'elle prit l'initiative de réunir les femmes socialistes qui décidèrent de faire du 8 mars une journée mondiale en 1910. »

Gisèle Rabesahala, née le 7 mai 1929 à Antananarivo et morte le 27 juin 2011, est une grande militante politique malgache.

Journaliste, politicienne aguerrie, syndicaliste, enseignante, elle a été la première femme ministre de la Grande Ile en 1977 au poste de la Culture et de l'Art Révolutionnaire.

Ho tonga anie ny Fahafahana ! Que vienne la Liberté ! est paru en 2006 dans le dernier tier de l'ère Ravalomanana. Ce sont les mémoires de Gisèle Rabesahala qui adopte une prose très efficace où elle évoque de façon souvent exhaustive les événements marquants de sa vie et les événements secouant Madagascar. Elle n'utilise pas ou peu le registre émotionnel pour offrir au lecteur un sentiment d'objectivité et de sérieux quant aux informations qu'elle rapporte. **La structure du livre est chrono thématique et le lecteur appréhende la complexité de la vie sociale et politique de notre île sœur.**

Cet ouvrage a été édité sous l'égide de feu Sudel Fuma qui a considéré que le témoignage de Madame Rabesahala serait essentiel à la conservation de la mémoire de l'Océan Indien. En effet, **Ho tonga anie ny Fahafahana ! Que vienne la Liberté ! est quasiment un usuel sur l'histoire contemporaine de Madagascar.** On y retrouve une chronologie de la Grande Ile, une compilation iconographique sur les personnalités malgaches (résistants, militants, élus, martyrs) et une annexe riche de documents clés à la compréhension des situations narrées par l'auteur.

Le titre du livre provient du slogan de l'AKFM (Ankoton'ny Kongresy ny-Fahaleovantena Malagasy soit le « *Parti du Congrès de l'Indépendance de Madagascar* ») proposé par Maurice Rajaofera en 1959 au moment du 1er Congrès du parti.

Gisèle Rabesahala affirme que ce mot de liberté leur tenait à cœur et qu'il signifiait « *liberté pour la Nation, fin de l'exploitation et des injustices* ». Ce mot d'ordre résonne tout au long de l'histoire que nous conte cette dame, l'émancipation de Madagascar est un travail long qui a demandé beaucoup de courage à son peuple qui lorsqu'il n'était pas assassiné par le pouvoir colonial et ses bras armés, finissait par croupir dans des prisons de la métropole française.

Gisèle Rabesahala a œuvré pour la liberté et l'indépendance malgache dans différentes instances politiques, associatives et syndicales : le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM), le Fifanampiana Malagasy (Comité de Solidarité Madagascar), Union du Peuple Malgache (UPM), l'AKFM, et le syndicat FISEMA puis son dérivé FISEMARE.

Elle visitera le monde non aligné, communiste ou non, au cours de ses 33 voyages : Républiques de l'entité soviétiques, Chine, Cuba, Guinée, Tchécoslovaquie, RDA, Mexique, Suisse, Etats-Unis, La Réunion entre autres. Ses voyages s'inscrivirent dans sa démarche internationaliste car **si l'oppression des peuples ne connaît pas les frontières et bien les peuples doivent s'entraider pour s'en échapper**. Affirmant qu'elle serait la première malgache à avoir foulé le sol de Moscou et le sol chinois, elle nous rappelle que son peuple a été solidaire des opprimés : Algérie, Vietnam, Afrique du Sud.

Son action en tant que Ministre de la Culture et de l'Art Révolutionnaire, qui commence en août 1977 et qui se conclut en 1991, a tranché du traitement « *folklorique* » de la culture Malgache par les colons et les membres du PSD qui leur avaient succédé (1960-1976). **Gisèle Rabesahala a fait de l'art un objet populaire, un bien commun dans son pays.** Elle a engagé la décentralisation des bibliothèques, 58 bâtiments dotés de 200 ouvrages répartis dans le pays afin de rapprocher les sources de culture des populations.

Elle a lancé la construction d'une bibliothèque nationale (165 000 livres), de Maisons de la culture (toutes composées de salle de spectacle, salle d'expositions, local administratif, salle de bibliothèque, salle de musée, pavillons pour les ateliers artistiques).

Tout ceci complété par une démarche conservation du patrimoine matériel et immatériel malgache passé et futur car les artistes émergents ne furent pas oubliés avec la création de l'Office Malgache du Droit d'Auteur. Deux monuments notables furent rénovés durant ses mandats : le « *Palais de la Reine* » et le Palais d'Andafiavaratra.

Sa vie durant, Gisèle Rabesahala fit preuve de force et de courage, son intelligence et son talent d'oratrice émerveillait tous ceux qu'elle rencontrait dont les militants de son propre parti qui, je la cite : « **étaient toujours étonnés du fait que je sois une femme. Je faisais un travail d'homme(!) car pour beaucoup, la 'politique' était réservée aux hommes.** ». Cette femme fut une voix pour les Malgaches qu'elle rencontrait et enhardissait, une voix pour Madagascar lorsqu'elle se rendait à l'étranger dans les différentes conférences qui l'invitaient, mais aussi une oreille attentive, patiente et pleine de compassion pour les prisonniers politiques qu'elle visitait ou avec lesquels elle correspondait.

Ces atouts étaient l'objet de jalousie et ragots de la part de ses opposants qui lui reprochaient d'être une femme célibataire et communiste. Ils l'ont affublé du statut de sorcière qui manipulait ses troupes simplement en passant sa main dans ses cheveux, **ils ont essayé de salir son nom avec le sobriquet de « Robe Sale » et ils ont souvent voulu s'en prendre à sa personne dans des rixes ou des enlèvements.**



Gisèle Rabesahala vers la fin des années 1950.
Fonds Photographique Rabesahala. UNESCO

Néanmoins, cette grande dame a eu la hauteur de vue de ne pas s'en embarrasser et a fait fit de ces propos qui ne déshonoraient que ceux qui les prononçaient.

Les idées de l'internationalisme et du communisme ont motivé Gisèle Rabesahala et ont trouvé écho dans sa vie. Dans une époque où l'on parle beaucoup de sororité et de solidarité féminine, il est utile de dire qu'après le syndicalisme, ce sont ces idées qui ont uni les femmes dans leur quête des libertés.

Deux anecdotes de Ho tonga anie ny Fahafahana ! Que vienne la Liberté ! illustrent très bien cela.

La première se déroule en 1955 dans un train entre la Suisse et la France, train dans lequel Mme Rabesahala revenait d'une conférence à Lausanne avec ses amies de l'Union des Femmes françaises. Or la jeune femme n'avait pas de visa pour aller dans un autre pays que la France. Donc au moment du contrôle de la police aux frontières, on la cacha sous la banquette de la cabine derrière « *les longues jupes des délégués françaises* » et les contrôleurs ne la trouvèrent pas.

La seconde anecdote concerne aussi un voyage avec l'Union des Femmes Françaises, voyage qui devait la mener à la « **Conférence des femmes d'Asie** » en décembre 1949. Ce voyage en train leur fit traverser l'Europe, la Russie jusqu'à Pékin. Elles rencontrèrent et agrégèrent autour d'elles les militantes d'autres pays : Ivoiriennes, Russes ou encore Iranienne.

Cette dernière prénommée Mahine, dit-elle : « *à chaque halte du train, elle descendait dans la neige et dansait avec des amies chinoises (...). Tout en dansant, elle pleurait et chantait une chanson très triste qui parlait des petites filles iraniennes tissant tout au long de la journée et de la nuit les merveilleux tapis qui ornaient les salons des riches et des étrangers* ». **Définition la plus pure de la lutte internationaliste menée par les peuples.**

Guillaume Lysis

Gisèle Rabesahala et Marie-Claude Vaillant-Couturier, héroïne de la résistance française, lors d'un congrès du Parti Communiste français dans les années 1980. Fonds photographique Rabesahala.



L'AKFM et ses organisations satellites se présentent alors comme le mouvement d'opposition au régime et luttent contre la nouvelle forme de domination française. Gisèle Rabesahala juge les premières années de l'indépendance (1961-1965) comme l'une des périodes les plus difficiles pour son parti : les militants de l'AKFM font l'objet de persécutions et d'arrestations ; la répression s'abat sur tous les partis d'opposition ; en 1965, une vague de violence anti-AKFM frappe notamment la ville d'Andapa, au nord-est de l'île, où 116 maisons sont incendiées et les biens de la population pillés.

UNESCO



LES DÉFIS DE DEMAIN

OUVRIR DES VOIES, PRENDRE SA PLACE... ET RENDRE LE MONDE MEILLEUR !

Autant de défis à relever par les femmes pour y tenir dans le monde de demain la place qui leur revient.

« Faire progresser l'égalité des sexes dans le contexte de la crise climatique et de la réduction des risques de catastrophe est l'un des plus grands défis mondiaux du XXI^e siècle » a écrit l'ONU-Femmes le 8 mars 2022.

Et si l'on prenait à rebours cette façon de voir, qui consiste à fixer un objectif en commençant par énumérer les obstacles dressés sur sa route ? Et si les vrais défis, c'étaient les obstacles ? **Si l'on se disait que le fait, pour les femmes, de se montrer les meilleures – plus inventives, plus audacieuses – dans la recherche de solutions aux conséquences de la crise climatique, aux problèmes de la faim, de l'illettrisme et du faible niveau d'instruction dans de nombreux pays encore, ainsi que de la grande pauvreté dans le monde – en résumé : d'agir... Si c'était cela la voie – peut-être pas la seule, mais la plus efficace – pour réaliser l'égalité des sexes ?**

LES PROBLÈMES SONT CONNUS

- **Il faut agir d'urgence pour prévenir les dérèglements climatiques et leur cortège de catastrophes**, qui risquent de se produire de façon très différenciée en divers points de la planète ; et aussi d'être ressentis plus ou moins violemment selon le degré de développement des pays où ils se produiront. Devant ces questions, comme très souvent, les citoyens et citoyennes des pays développés ont une responsabilité accrue, qu'il faut exercer avec sérieux.
- **Les objectifs du millénaire** : où en est-on ? il y a tant de façons d'agir pour la planète et pour l'humanité. Et toutes passent préalablement par un niveau de formation qui devient toujours plus exigeant.

Les voies sont multiples : se former dans les métiers médicaux pour soigner et guérir ou prévenir. Et **se former aux sciences, aux technologies et à l'ingénierie, pour comprendre le monde dans lequel nous vivons** et pouvoir orienter les choix dans la bonne direction : celle d'un développement durable, tournant le dos aux tendances autodestructrices du monde façonné par deux à trois siècles de capitalisme.

Les Nations-Unies ont rapporté le 15 février dernier que « la pollution et les substances toxiques sont à l'origine d'au moins 9 millions de décès prématurés par an, soit deux fois plus que la pandémie de Covid 19 au cours de ses dix-huit premiers mois. Le tabac aurait tué 100 millions d'humains au cours du 20^e siècle. Près d'un humain sur cinq mourrait de nos jours d'une nutrition appauvrie par l'industrie de la 'malbouffe'. À l'échelle mondiale, un décès sur six est lié à des maladies causées par la pollution : 9 millions tous les ans – soit trois fois plus que les décès dus au sida, au paludisme et à la tuberculose réunis (...) ».

Selon Reporterre (article du 19 janvier 2022 citant le rapport annuel de Care), les dix crises humanitaires « les moins médiatisées » l'an dernier l'ont été « 12 fois moins que les 239 422 articles consacrés aux vols dans l'espace de Jeff Bezos et Elon Musk. Et 85 fois moins que les 1,6 million d'articles consacrés au télétravail en 2021. **Notons que les crises retenues ne sont pas de petites crises.** Elles ont toutes fait plus de 1 million de victimes, au Malawi, en Ukraine, en Centrafrique, au Burundi, au Honduras, etc. »

Et c'est encore sans parler des guerres et de ce que nous pouvons faire – femmes et hommes ensemble – pour les désamorcer : refonder des organismes adéquats pour le règlement des problèmes à l'échelle,

tant il est devenu patent que l'ONU – comme autrefois la défunte SDN – n'est plus l'organisme approprié pour un règlement pacifique des problèmes les plus cruciaux.

CHANGER NOTRE RAPPORT AUX TECHNOLOGIES ET LES UTILISER AUTREMENT

Un levier essentiel dans cette refondation, parce qu'il structure déjà nos sociétés et que - sauf cataclysme - il façonnera aussi le monde de demain, est le domaine des Sciences et Technologies, de l'ingénierie et des mathématiques en général.

Tout notre environnement est devenu technologique et la moindre des choses à faire est de le comprendre et surtout de comprendre ce que les technologies – quand elles sont en de bonnes mains – apportent d'amélioration à la vie humaine, sans forcément détruire toute autre vie.

Une étude portée par un organisme américain spécialisé dans le soutien à l'émancipation des femmes (AAUW) montre que **la moitié des étudiantes sont d'autant plus attirées vers un métier si elles pensent qu'il peut leur permettre d'améliorer le monde.**

Devant les bouleversements apportés pratiquement partout sur la planète par les évolutions technologiques de la fin du 20e siècle/début 21e, nous avons tous un devoir d'inventaire et d'orientation : Comment ça marche ? Qu'est-ce que ça produit ? Qu'est-ce que je peux faire pour que ça aille mieux, dans le domaine qui m'intéresse ?

Cette curiosité concerne autant les femmes que les hommes mais, jusqu'à maintenant, les femmes ont été largement dissuadées – dès l'école et au moment des études – de poursuivre dans la voie des sciences et des technologies. **Il n'y a aucune raison de laisser faire : que ce soit en informatique, en physique, dans les énergies, comme dans tous les autres savoir-faire qui permettraient de faire reculer le mal-développement.**

Témoignages a parlé récemment (édition du 18 mars 2022 du Blue Campus (<https://www.youtube.com/watch?v=mpXF8vy1jEk>). C'est une voie d'exception à rechercher absolument (les inscriptions restent ouvertes après la semaine

de promotion)... et à reproduire dans d'autres domaines.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »

Jean-Jaurès, 1895

Dans de nombreux domaines, les femmes autant que les hommes peuvent relever ces défis.

Et celui qui détermine tous les autres, c'est de sortir du capitalisme néo-libéral et sauvage, ce système qui tue tous les ans 20 millions de personnes à travers le monde – estimation a minima (dans les chiffres donnés ci-dessus) qui ne se rapporte qu'aux pathologies endémiques dues à la grande pauvreté subie par plus d'un milliard de personnes dans le monde ; à quoi s'ajoutent les souffrances dues à la faim, la soif, le manque d'hygiène.

Autant de plaies que nous avons su éliminer dans les sociétés industrielles, mais devant lesquelles nous fermons les yeux quand elles frappent les populations des pays les plus pauvres de la planète. Et pauvres pourquoi ? La pauvreté n'est pas un fléau naturel. Elle est le produit d'un pillage des ressources, autorisé par un système de domination qui capte les richesses du plus grand nombre au profit exclusif d'une minorité.

En 2020, année de pandémie, les huit plus gros laboratoires au monde ont cumulé 324 milliards d'€ de chiffres d'affaire, avec une marge nette oscillant entre 15% et 25% de ce même chiffre d'affaire. Sanofi a tiré de ses activités 36 milliards d'€, avec une rentabilité nette de plus de 20% – et cependant Sanofi licencie des chercheurs et distribue 4 milliards d'€ de dividendes à ses actionnaires.

Et pas un de ces huit laboratoires – Johnson&Johnson, Roche, Novartis, Merck, GSK, Abbvie, Sanofi, Pfizer – ne fera le pas de libérer les brevets des produits qui permettraient de faire reculer les pandémies, épidémies ou maladies les plus graves, pour permettre aux pays les moins avancés d'améliorer la santé de leur population.

« Sortir du capitalisme... » Cela peut paraître abstrait à première vue. Ça ne l'est pas. Ce serait même tellement simple et évident qu'on ne le voit plus. Gandhi disait :



« **Soyez vous-mêmes le changement que vous voulez voir advenir** ». C'est-à-dire « *Incarnez-le* », changez-vous vous même autant que nécessaire pour être capable de sortir des carcans sociaux, des modèles pré-établis, des conformismes en tout genre.

Hypothèse : **Le monde sortira du capitalisme quand on aura éduqué un groupe pluri-générationnel** (des acteurs économiques, sociaux, politiques sur deux ou trois générations) **assez puissant pour promouvoir une autre forme d'économie que la prédation et l'accaparement.**

Ces formes existent déjà, elles n'ont pas encore pris assez de force pour mettre « *hors-jeu* » les multinationales néo-libérales ; mais il viendra un moment de bascule où les guerres entre les nations n'auront plus lieu d'être et seront remplacées par des coopérations inter-régionales, inter-peuples un peu partout sur la planète.

Les femmes peuvent faire beaucoup pour ces changements à venir. Elles pratiquent mieux la coopération, l'écoute et l'entraide... Il leur reste à prendre leur place en apportant des leviers de pouvoir d'un genre nouveau, chaque fois que ceux qui existent seront devenus inopérants.

Kalouma



"Greta Thunberg est l'exemple parfait d'une jeune femme qui a un impact hors pair sur ce monde. Dans son raisonnement, elle fait ressortir clairement que les petites étapes n'ont plus de valeur. Sa ténacité et son audace à se lever et à faire des sacrifices et dire la vérité sont admirables. Elle dit les choses comme elles sont, non filtrées, et exprimées du point de vue de quelqu'un qui a toute sa vie devant elle - et elle a raison. Nous méritons cette critique. Elle a un impact parce qu'elle se met en relation avec les gens. Elle s'est connectée à des jeunes d'une façon qui rompt avec nos façons habituelles de voir et nous devons tous apprendre d'elle".

Propos de Mindy Lubber est la directrice générale et présidente de CERES. (ONU Femmes)



DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE DE L'ACTION CLIMATIQUE

Se révélant des leaders et agentes du changement efficaces en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, **les femmes et les filles doivent être incluses dans la conception et la mise en œuvre de l'action climatique.**

Sans leur leadership, leurs connaissances et leur participation dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques aujourd'hui, il est peu probable que les solutions pour une planète viable et un avenir d'égalité des sexes aboutiront à des résultats optimaux.

Dans l'ensemble de l'Europe et de l'Asie centrale, **les femmes et les filles font avancer la justice climatique féministe et prennent la tête d'initiatives d'adaptation et de réponse aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.**

Elles mobilisent des mouvements locaux, nationaux, régionaux et mondiaux et mettent à profit le pouvoir transformateur du leadership féministe pour surmonter les défis sans précédent de notre époque.

Cinq jeunes femmes en première ligne de l'action climatique à travers l'Europe et en Asie centrale :

- **Ainura Sagyn, écoféministe**, est ingénieure en logiciels informatiques et directrice générale de Tazar [Devenez plus verts], une nouvelle application mobile qui relie les producteurs de déchets aux recycleurs et éduque les consommateurs à la gestion des déchets au Kirghizistan.
- **Gabriela Isac, activiste environnementaliste**, qui a cofondé l'initiative bénévole d'agroforesterie Seed It Forward et qui est coordinatrice de projet de l'organisation locale écologique sans but lucratif EcoVisio en Moldavie.
- **Ania Sauku, activiste proactive**, agit en faveur de l'égalité des sexes, de l'action climatique et de l'autonomisation des jeunes en Albanie.
- **Pakizat Sailaubekova, environnementaliste**, est responsable de projet pour le fonds public Greenup.kz, et elle a co-fondé le mouvement écologique Recycle BIRGE [Recyclons ensemble] au Kazakhstan.
- **Sanne Van de Voort est une responsable du plaidoyer au sein du réseau écoféministe international Women Engage for a Common Future** [Les femmes s'engagent en faveur d'un avenir commun] et représentante d'ONG dans la délégation néerlandaise à la session de la Commission sur la condition de la femme (CSW) de 2022.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès; 1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977: Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015: Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433